

DECLARATION de la FNEC FP FO A LA FSSSCT 47.

Monsieur le Dasen,

Avant tout, notre organisation syndicale vous souhaite la bienvenue dans le Lot-et-Garonne.

Cette instance se réunit dans un contexte de crise politique et sociale dont l'entière responsabilité incombe à l'exécutif. La décision de dissoudre l'Assemblée nationale est un aveu d'échec des politiques menées- doublé d'un déni de démocratie sociale.

Contexte qui ajoute au mal-être des personnels de l'Education nationale, fatigués en cette fin d'année scolaire- laquelle a encore et toujours été porteuse d'annonces iniques, honteuses, et néfastes.

Non, nos conditions de travail ne vont pas s'améliorer. Le mépris pour les enseignants est bien acté, et ce gouvernement peut se targuer d'avoir détruit notre Ecole de la République, avec ses contre-réformes perpétuelles, avec ses suppressions de postes, avec son glissement insidieux vers un management qui enlève de l'humain à l'endroit où notre société en aurait pourtant le plus besoin: là où sont nos enfants, nos jeunes- là où les personnels de l'Education nationale ont ce souci permanent de transmettre, mais aussi d'aider, d'être présents, bienveillants.

Et ce sont ces mêmes personnels qui prennent de plein fouet l'Ecole inclusive, laquelle devient souvent maltraitante car sans moyens suffisants, et parfois avec une hiérarchie qui ajoute des difficultés et du mal-être là où elle devrait accompagner, soutenir l'investissement sans faille de ceux qui se consacrent aux plus fragiles.

On ne compte plus les fiches qui évoquent des situations de violence vécues avec des enfants dont la prise en charge devrait induire des moyens plus importants.

Or, face aux situations de souffrances exprimées par les collègues qui se retrouvent trop fréquemment démunis, la seule réponse de l'Institution reste: toujours moins de places dans les IMP, toujours trop peu d'aesh, et toujours moins d'enseignants spécialisés.

Il est d'ailleurs impératif d'accéder aux revendications des AESH qui à elles/eux seul(e)s font tenir cette politique d'inclusion systématique et qui sont pourtant maintenu(e)s sous le seuil de pauvreté!

Dans les établissements et les services, la colère gronde avec les annonces de suppressions de postes, avec l'escroquerie du "Choc des savoirs", avec les mesures gouvernementales contre le statut, contre l'Ecole publique, contre la jeunesse.

Projets qui rendent les personnels de l'Education encore plus démunis et qui les obligent à interroger leur vocation et le sens de leur métier- induisant de fait un mal-être au travail qui se généralise dangereusement.

Nous ne voulons pas du chaos que prépare le Ministère à la rentrée 2024, où le lycée professionnel va subir une offensive libérale, via une réforme qui s'inscrit dans une logique économique et une idéologie politique- lesquelles vont enlever 200 heures de cours aux élèves les plus fragiles...participant ainsi à un bond de 100 ans en arrière de notre Ecole pseudo-républicaine! Comment les personnels vont-ils s'épanouir dans ce lycée qu'on vend aux entreprises?! Quel bien-être au travail quand nos valeurs sont foulées au pied?!

Quel bien-être au travail quand on nous demande de trier- c'est à dire de ségréguer nos élèves- dès le collège et même avant?!

Quand nous ne serons plus dans une classe où ceux qui ont le plus de facilités stimulent les plus fragiles, mais dans des classes où le tri scolaire- qui correspondra à un tri social, soyons clairs- aura séparé le bon grain de l'ivraie?

Expliquez-nous comment nous, profs, attentifs à tous nos élèves, allons pouvoir assumer cette injustice?! Comment continuer d'exercer un métier qui nous obligerait à participer à l'intolérance via cet électrochoc réactionnaire?!

Ce métier est celui de la bienveillance...envers tous. C'est la clé d'une transmission apaisée. Nous obliger à parquer des enfants selon leurs difficultés nous heurte profondément.

Si cette instance entend véritablement s'occuper de santé, de sécurité, et de conditions de travail, alors il faut revenir sur les suppressions de postes, abandonner les réformes qui nuisent à l'Ecole- il faut abroger la loi 3DS et la loi Rilhac, et revaloriser les personnels sans contrepartie!

Oui, nous sommes épuisés de subir le mépris, le manque d'écoute, la surcharge de travail et un management qui ne cache plus son nom.

Ce métier est fatigant- plus du fait des manquements de l'Institution que de la pratique même de l'enseignement qui était pourtant, souvent, au départ, une vocation.

Accéder aux revendications, telles des dotations en heures, en personnels, c'est déjà résoudre une partie des problèmes.

La surdité, la légèreté, l'aveuglement, la logique comptable de notre Institution sont les coupables d'une souffrance au travail qui ne fait que s'accroître et qui ne permet pas de coller aux valeurs de l'Ecole de la République.

Notre organisation syndicale sera de tous les combats pour préserver notre Ecole, mais aussi nos acquis sociaux, et nous continuerons à être mobilisés tant que ceux-ci seront menacés!

Et notre Fédération tient à réaffirmer, dans le contexte actuel, son attachement fondamental aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité.

Merci pour votre écoute

Laetitia Baradat Calbet, Sonia Sauvignon, Cécile Colle, Quentin Kammer, pour la FNEC FP FO 47.